

Le Grand Débat de Brahim Hammouche, député de Thionville-Ouest en Moselle

Vendredi 22 février 2019 à 20h00 dans la salle 112 de Terville

Présence de 16 personnes en plus de Brahim Hammouche, député de Thionville-Ouest, de Mohammed Souidi (animateur de la soirée et militant LREM) et de Guy Baudeau (co-animateur et militant LREM).

- Mohammed Souidi, l'animateur lit la Charte du Grand Débat et en explique les principes.

- Guy Baudeau se présente en expliquant qu'il est un retraité de l'énergie nucléaire.

- une 1^{ère} personne (un homme d'une cinquantaine d'années) intervient pour expliquer qu'elle travaille au Luxembourg parce que « la France ne m'a pas donné de travail ». Elle poursuit en disant qu'elle trouve inacceptable de ne pas pouvoir vivre décemment avec un Smic. Elle évoque le cas de nombreux de ses amis qui sont confrontés à cette situation car ils travaillent en France et non au Luxembourg comme elle. Elle évoque ensuite le cas des retraités qui ont travaillé toute leur vie en disant qu'elle trouve scandaleux que le Gouvernement les taxe de plus en plus. Elle poursuit en disant qu'elle a cru en et voté pour E. Macron car elle ne faisait plus confiance aux autres politiques et aux anciennes pratiques. Elle critique ensuite certaines phrases/expressions prononcées par le Président de la République comme par exemple celle de « qu'ils viennent me chercher » en faisant référence à l'Affaire Benalla. Il rajoute qu'il est très déçu par ce Gouvernement et E. Macron car elle a l'impression que la situation des Français s'est sérieusement détériorée depuis son arrivée au pouvoir. Elle critique également la nomination d'Alain Juppé au Conseil Constitutionnel. Elle rajoute que les mandats électoraux ne sont pas des professions en soi. A la fin de leurs mandats, les élus doivent faire comme tout le monde et rechercher ou reprendre un emploi. Elle ne comprend pas que certains d'entre-eux sont rémunérés à vie pour leurs mandats passés et actuels. Enfin, elle aborde la thématique des voitures électriques qui bénéficient de l'aide de l'Etat pour inciter le consommateur à en acheter et fustige le fait que l'on va taxer les autres voitures sans qu'il y ait une possibilité d'une autre alternative.

Proposition: elle souhaite que l'on revienne à une gestion de la France « plus démocratique » en accordant plus de contrôle par les citoyens, comme cela est le cas notamment dans les pays nordiques.

Autre proposition: quand une personne a été condamnée par la justice, elle ne devrait plus pouvoir se présenter à un quelconque mandat électoral.

- le député intervient en insistant sur l'exigence d'une certaine transparence des pouvoirs publics. Il précise qu'Alain Juppé a été nommé non pas par E. Macron mais par le Président de l'Assemblée Nationale. Il informe que le candidat du Président de la République est Jacques Mézard et que François Pillet a quant à lui été proposé par le Sénat. Il informe les personnes présentes qu'Alain Juppé a vérifié lui-même si ses anciennes condamnations étaient incompatibles avec cette nouvelle fonction, ce qui n'est pas le cas. En ce qui concerne certains propos d'E. Macron, il reconnaît que certains d'entre-eux ont pu choquer et/ou blesser mais qu'il est nécessaire de les replacer dans leur contexte pour en comprendre vraiment la signification. Il réexplique les propos du Président de la République quand il a dit « qu'ils viennent me chercher ». Selon le député, E. Macron voulait dire

qu'il prenait l'entière responsabilité de ce qui était en train de se passer concernant l'Affaire Benalla. Il poursuit son intervention en évoquant la CSG qui permet selon lui de dégager du pouvoir d'achat car la France se finance par et grâce aux impôts. Il évoque ensuite la réforme des retraites en expliquant la nécessité de simplifier les choses et de limiter le nombre de régimes différents. Quant aux rémunérations des élus, il argue du fait que certains d'entre-eux sont moins bien rémunérés maintenant que dans leurs précédents emplois.

- un 2nd intervenant revient sur la situation des retraités de plus de 65 ans qui sont « massacrés » par les mutuelles en raison de leur état de santé plus fragile et il trouve cela « anormal et injuste ».

- un 3^{ème} intervenant, une femme d'une soixantaine d'années qui souffre d'un handicap, remercie le député pour son vote contre la loi « anti-casseurs ». Elle informe l'assemblée présente qu'elle est gilet jaune depuis le mois de novembre dernier et dit qu'elle s'insurge contre la situation actuelle. Elle ne voit pas « d'amélioration » par rapport à l'ancien gouvernement socialiste. Pour elle, les personnes qui souffrent d'un handicap sont « les grands oubliés » de ce Gouvernement. Cette personne évoque son cas personnel et le fait qu'elle ne puisse pas se payer une complémentaire santé car c'est trop onéreux. Elle voudrait que les retraités et les personnes handicapées ne soient pas taxés et elle rajoute qu'il est scandaleux de comparer les retraités à des « nantis ». Elle évoque ensuite les banques en s'insurgeant du fait que selon elle, elles sont « épargnées » par le Gouvernement actuel.

Proposition : faire en sorte que toutes les personnes souffrant d'un handicap puissent obtenir la couverture universelle complémentaire (CMU).

Autres propositions :

- opérer un contrôle plus large des activités bancaires afin d'éviter qu'elles puissent être aussi « puissantes ».

- supprimer les agios pour les plus démunis.

- supprimer tous les avantages des anciens élus (anciens parlementaires, anciens Présidents de la République...).

- contraindre les entreprises à embaucher davantage de jeunes dans des contrats qui ne soient pas précaires.

- obliger les grandes surfaces à vendre des produits uniquement locaux afin d'aider les petits producteurs.

- un 4^{ème} intervenant évoque la thématique des transports et notamment de l'A31 bis en évoquant la nécessité de privilégier les solutions multimodales. Selon lui, de nombreuses choses devraient être décentralisées car trop de décisions sont prises à Paris en omettant les spécificités locales.

- le député informe l'assemblée de l'avancée des travaux concernant l'A31 Bis. Il parle des 4 tracés qui ont été retenus par le comité de pilotage pour être étudiés. Il confirme que les contributions des citoyens et des élus locaux ont été transmises au Ministère. Il insiste sur le fait que l'A31 bis ne réglera pas tout et qu'il est essentiel de compter sur d'autres solutions multimodales dans ce dossier.

- un 5^{ème} intervenant se pose la question de la faisabilité du facteur fluvial via la Moselle. Cette solution lui semble risquée.

- le député évoque ensuite « la nécessité d'avoir des motivations politiques afin de porter des projets ambitieux ». Il confirme que c'est le cas de cette municipalité. Pour lui, l'essentiel est de pouvoir

confronter ses idées les uns et les autres afin de « construire ensemble des solutions efficaces et pérennes ».

- une 6^{ème} personne, membre de la section PS de la commune de Terville et potentiel candidat aux prochaines élections municipales en 2020, intervient pour fustiger l'existence d'impôts qui sont incompréhensibles pour une majorité de Français.

Proposition : une remise à plat complète du système fiscal en France afin de proposer une réforme qui soit plus égalitaire et équitable pour les Français. Possibilité de remplacer l'ISF par une autre taxe qui favoriserait les investissements en France de certains grands groupes qui ont une partie de leurs activités dans l'Hexagone. Selon elle, tout le monde doit payer des impôts même de manière symbolique ou être utile dans le cadre d'une journée citoyenne.

Autre proposition de cette personne appuyée par d'autres participants: la Banque de France doit revenir un organisme de tutelle car il est inconcevable qu'elle puisse être « juge et partie ».

Elle poursuit en disant qu'il aurait été préférable selon elle d'augmenter la TVA plutôt que la CSG. Elle fustige également les dépenses « faramineuses » de l'Etat, notamment au niveau des collectivités territoriales telles que les EPCI, les conseils généraux, départementaux et régionaux.

- le député intervient au sujet de l'ISF en rappelant que l'ISF a été remplacé par l'IFI et que c'est l'une des réformes majeures du Gouvernement. Il permet de relancer l'activité et est recentré sur l'immobilier. Il précise que désormais les valeurs mobilières et les placements, tels que les actions, n'entrent plus dans l'imposition de même que les yachts et les voitures de luxe. Il se recentre sur les actifs immobiliers, c'est-à-dire sur tous les biens et droits appartenant au contribuable. Concernant les tranches d'impôts, il ajoute qu'elles sont peut-être à revoir. Au sujet des « restes à charge », le député évoque les engagements pris par les mutuelles et qu'il faut qu'elles respectent.

- une 7^{ème} personne aborde la question de l'emploi et des difficultés des français à en trouver un ou à le conserver, dans certaines branches professionnelles. Elle évoque également la thématique européenne en disant que les entreprises françaises sont très souvent pénalisées par rapport à d'autres entreprises européennes.

Proposition : les avis émis par la Banque de France devraient être obligatoires et non des recommandations.

- la personne qui souffre d'un handicap reprend la parole pour évoquer sa situation personnelle et la violence de son ex-mari.

Propositions : ériger une loi contre le harcèlement matrimonial et imposer une confrontation des deux parties dès le début de la procédure. Développer également une prise en charge des victimes.

- une dernière personne intervient en parlant de la thématique du logement. Elle évoque ensuite le bien-être au travail qui diminuerait fortement l'absentéisme des agents.

Propositions :

- faire en sorte que tout le monde puisse avoir un logement.

- encadrer le montant des loyers et aider davantage les jeunes à obtenir un logement « étudiant ».
- augmenter les pensions de réversion pour les veuves et les femmes qui ont élevé leurs enfants et qui ont dû interrompre pendant quelques années leur carrière professionnelle.

- le député conclut la soirée en parlant des CAE remplacés par les PEC. Il en explique le principe. Il informe également les participants qu'il va sans doute organiser dans la circonscription des réunions pour parler des « fake news ».

Coordonnées personnelles qui ont été transmises par certains participants au grand débat afin d'être destinataires de cette synthèse :

- damien.ziegler@gmail.com
- daniele.nalepa@hotmail.fr
- alineladouce@yahoo.fr
- jean.a.aubry@gmail.com
- daliha.belaisat@gmail.com